

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

93/20

TELLE QUE PRONONCÉE

DÉCLARATION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

À LA

CONFÉRENCE DU DIALOGUE
SUR LA SÉCURITÉ COOPÉRATIVE
DANS LE PACIFIQUE NORD

VANCOUVER (Colombie-Britannique)
Le 21 mars 1993

Le mois dernier, avant mon voyage au Japon, j'ai prononcé des allocutions devant le Board of Trade de Vancouver et la Fondation Asie-Pacifique. Ces discours, qui avaient pour thème «Le Canada et le siècle du Pacifique», portaient sur la croissance économique remarquable de l'Asie-Pacifique et sur le rôle joué par le Canada dans cette région dynamique.

Aujourd'hui, je voudrais vous entretenir de l'évolution des questions de sécurité en Asie-Pacifique et des objectifs du Canada dans cette région.

La sécurité de l'Asie-Pacifique est à un point tournant. Les trois dernières années ont été marquées par des progrès énormes dans divers forums. Il reste à déterminer l'orientation future de notre action.

D'emblée, il nous faut constater qu'il y a à peine quelques années, l'Asie-Pacifique était engluée dans la Guerre froide. Les initiatives prises par certains pays de la région à partir de 1986 ont permis d'élargir la discussion concernant la sécurité.

Il est vrai que beaucoup de ces initiatives étaient conditionnées par la logique de la Guerre froide. En outre, la plupart d'entre elles étaient inapplicables sans un forum de discussion régional.

Le Canada a rapidement tiré deux conclusions :

- Il était presque impossible de résoudre des questions essentiellement multilatérales par une approche unilatérale ou bilatérale.
- Avec la fin de la Guerre froide, de nombreuses conditions qui avaient justifié la signature d'accords de sécurité en Asie-Pacifique n'existaient plus, mais de nouveaux dangers ne tarderaient sûrement pas à pointer à l'horizon.

De plus, de nombreux pays de la région craignaient que le retrait politique et militaire des États-Unis ne crée un vide et que les rivalités locales ne continuent. Ces préoccupations ont engendré de nouveaux débats sur le rapport entre la sécurité régionale et la sécurité sous-régionale ainsi que sur les moyens de favoriser la stabilité.

Trois ans plus tôt, notre étude des questions de sécurité de l'Asie-Pacifique nous avait amené à conclure qu'une approche sous-régionale était nécessaire avant de mettre sur pied une institution régionale.

Nous avons tout d'abord concentré notre attention sur le Pacifique Nord en adoptant une approche à deux volets, gouvernemental et non gouvernemental, afin de stimuler le plus possible les échanges d'idées.

Nous n'avons pas pour autant négligé les autres dimensions régionales de la sécurité.

Il y a environ deux ans et demi, nous avons proposé aux ministres des Affaires étrangères de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), durant une réunion spéciale des pays de cette organisation et du Canada à Jasper, d'inscrire la question de la sécurité à l'ordre du jour de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE. Lors de la Conférence de 1991, j'ai déclaré ouvertement que le Canada était intéressé à discuter de sécurité avec ses partenaires. Nombreux sont ceux qui, au sein de cette organisation, ont aussi senti un changement profond dans les questions de sécurité internationale et compris la nécessité de nouvelles approches.

Comme vous le savez, les questions de sécurité ont bel et bien figuré à l'ordre du jour de la Conférence post-ministérielle de 1992. Le dialogue a ensuite pris une nouvelle dimension grâce à la décision récente de l'ANASE de tenir le débat sur la sécurité entre les hauts fonctionnaires des pays membres et des partenaires du dialogue hors du cadre des conférences post-ministérielles.

Dans une optique plus large, le Canada intervient de façon constante et équilibrée dans les débats portant non seulement sur la politique et la sécurité, mais aussi sur le commerce et l'économie.

Tout en cherchant à favoriser le dialogue, nous avons concentré nos énergies sur nos points forts :

- Nous avons profité de notre renommée internationale, par exemple dans nos activités au sein de la Coopération économique Asie-Pacifique, pour accentuer la participation de tous les partenaires et l'institutionnalisation à mesure que la coopération multilatérale évoluait.
- Nous avons également recouru à l'aide publique au développement pour favoriser avec d'autres pays le dialogue sur les questions régionales; l'affaire des îles Spratly en est un bel exemple.
- Nous sommes prêts à faire preuve d'imagination et de souplesse afin de réduire les tensions ou d'accroître la coopération en matière de contrôle des armements et de désarmement, sans oublier la participation aux débats de planification de la politique régionale.

Par exemple, le Canada a demandé récemment un moratoire sur les essais d'armes nucléaires, question qui suscite un vif intérêt chez les voisins de la Chine et les pays du sous-continent asiatique.

Un autre exemple est le Forum Canada-Japon qui a permis un examen exhaustif des relations bilatérales des deux pays et des possibilités d'approche commune vis-à-vis des questions multilatérales. Parmi les recommandations du Forum, que les deux gouvernements étudient actuellement, notons la création d'un centre conjoint de prévention et de résolution des conflits, sur l'île de Vancouver; le centre pourrait susciter une participation élargie des pays de l'Asie du Pacifique et d'autres régions.

- Enfin, nous nous sommes efforcés aux Nations Unies, aux rencontres des pays du G-7 et au sein d'autres institutions, d'encourager tous les pays de la région à respecter leurs engagements internationaux en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et de droits de la personne.

Aux Nations Unies, notre objectif est d'utiliser l'influence de cette institution dans les initiatives mondiales afin de favoriser une interaction positive et stimulante entre les niveaux international et régional. L'appel lancé par le Canada en faveur d'un Registre international des armements illustre bien cette approche.

Les autres gouvernements sont, par définition, nos partenaires naturels, mais nous sommes conscients qu'il y a beaucoup d'autres intervenants qui peuvent apporter leur contribution et ont le devoir de le faire. Nous nous engageons fermement à collaborer avec les milieux universitaires, les Organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes de coopération.

Nous continuerons d'appuyer la recherche universitaire dans ce domaine : premièrement, par le financement d'une association d'universités canadiennes qui s'intéressent à la sécurité de l'Asie-Pacifique; et, deuxièmement, en continuant d'appuyer l'organisation de forums d'experts des gouvernements et des ONG pour étudier les problèmes vitaux de la région.

Comme on peut s'y attendre, malgré les récents progrès accomplis au cours des dernières années, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, et les tensions s'exacerbent dans certaines parties de la région. Il importe donc de penser davantage à la substance qu'au processus. Il serait plus prudent d'organiser des forums sur la sécurité avant que la nécessité ne se fasse encore plus sentir.

Selon moi, le sujet de préoccupation le plus important dans cette région est la Russie. Ce pays doit être admis dans le concert des nations de l'Asie-Pacifique. L'incertitude politique, dont nous avons eu un bel exemple cette fin de semaine, pourrait compromettre la politique de coopération du président Eltsine avec l'étranger, ce qui aurait des conséquences très graves pour l'Asie-Pacifique. Nous avons tous intérêt à la réalisation des

réformes économiques et politiques en Russie - et le président Eltsine en est le seul maître d'oeuvre.

Acquérir la stabilité et un leadership solide en Russie permettrait la tenue de nouveaux échanges de vue bilatéraux avec le Japon, ce qui serait la seule façon de régler la question des territoires du Nord. Le règlement de ce différend ouvrirait la voie à une coopération économique plus étroite dans le Pacifique Nord, éliminerait les dernières craintes et ferait progresser la région.

La Corée du Nord est aussi au centre des préoccupations à cause de la menace immédiate de prolifération nucléaire. Le 12 mars, lorsque nous avons appris que ce pays se retirerait du Traité de non-prolifération nucléaire, j'ai exhorté le gouvernement nord-coréen à reconsidérer sa décision et à autoriser l'inspection de toutes ses installations.

Pour le Canada, il est essentiel que le Traité soit entièrement respecté. Le retrait de la Corée du Nord est rétrograde, représente un grave problème et l'isole encore plus du reste du monde. Des consultations bilatérales et multilatérales se déroulent respectivement à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux Nations Unies.

Vous savez évidemment tous que la Corée du Nord a choisi de ne pas participer à cette conférence, une absence que nous regrettons.

On ne peut raisonnablement espérer réduire les tensions et encourager les mesures de confiance si le spectre de la production cachée d'armes nucléaires plane sur la région. Si le dialogue multilatéral sur la sécurité régionale avait été plus poussé, cela aurait peut-être permis d'éviter la crise actuelle.

L'intégration graduelle et complète de la Chine dans les institutions mondiales représente un autre problème de taille. Nous n'avons jamais cru que l'isolement de ce pays était de l'intérêt de qui que ce soit. Toutefois, la Chine doit comprendre que le Canada s'en tiendra à sa politique fondamentale de défense des droits de la personne et de la démocratie, que ce soit à Beijing, au Tibet, à Hong Kong ou à Taïwan. La croissance continue du budget militaire de la Chine, à un rythme largement supérieur à celui de sa croissance économique, continue de nous inquiéter beaucoup.

La confiance et le respect mutuels, fondamentaux pour la sécurité régionale, ne pourront jamais se développer tant qu'il y aura des violations flagrantes des droits de la personne, des processus politiques qui feront obstacle à la démocratie, ou des stocks d'armes qui continueront de s'accumuler.

Nous croyons fermement que la réforme économique, le progrès politique et celui de la sécurité font partie d'un tout.

La sécurité régionale suppose la recherche de l'équilibre entre le progrès économique et le progrès politique sous toutes ses formes.

Le Cambodge représente un autre défi d'une dimension sans précédent. Le Canada est présent sur le terrain là-bas, car il a participé à chaque mission de maintien de la paix des Nations Unies. Mais rebâtir le Cambodge - passer de la dévastation économique et politique à une démocratie florissante - sera un processus long et ardu.

La question centrale est de savoir comment faire pour que toutes les parties, notamment des Khmers rouges, parviennent malgré tout à comprendre les droits de chacun.

L'Asie du Sud, comme les autres régions, doit trouver des moyens d'attaquer les causes profondes des tensions régionales. Les programmes d'armes nucléaires de l'Inde et du Pakistan sont en grande partie le symptôme d'une méfiance et d'une rivalité anciennes. La prolifération des armes nucléaires est la plus importante question de sécurité qui figure à l'ordre du jour international en ce moment. Nous devons être prêts à y faire face dans le Sud de l'Asie, tout comme nous sommes déterminés à le faire à l'égard de la Corée du Nord.

Jusqu'à récemment, aucun effort intensif n'a été fait pour s'attaquer aux problèmes de sécurité urgents et il n'existe pas de cadre régional. Un tel cadre devrait inclure la Chine, la Russie et les États-Unis, et peut-être d'autres pays aussi.

En plus de ces problèmes sous-régionaux, nous devons nous attaquer à une série de problèmes communs à de nombreux pays de la région.

La prolifération des ventes d'armes conventionnelles, les différends frontaliers non réglés, les conflits civils et ethniques, et l'accroissement des moyens militaires ne font pas encore l'objet en ce moment d'une discussion ou d'une négociation fructueuse à l'intérieur d'un cadre établi.

Les pays de la région sont de plus en plus nombreux à jouir d'un poids économique considérable. Ils doivent maintenant jouer un rôle politique à la mesure de leur nouvelle importance économique.

Seul un effort concerté des principales puissances, les États-Unis, le Japon, la Russie et la Chine, pourra assurer le développement de systèmes fondés sur la règle de droit qui favoriseront la stabilité à long terme de la région. Il faut

cependant que leurs efforts soient imités et encouragés par les autres pays.

Nous sommes conscients que les structures et les mécanismes de sécurité ne sont pas une panacée. À preuve, la tragédie qui se poursuit dans l'ancienne Yougoslavie en dépit des efforts de l'ONU, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il demeure cependant que le dialogue coopératif peut déboucher sur des avenues de coopération, l'acceptation d'obligations communes et la résolution des conflits. Et maintenant, comment doit-on procéder?

Voici comment je vois les choses.

Je vois une Asie-Pacifique où l'interdépendance se tisse à différents niveaux entre des pays conscients du lien existant entre leurs avenir respectifs.

Ce serait une région soucieuse de préserver des habitudes de dialogue et de coopération. Elle posséderait une série de mécanismes, officiels ou non et se complétant l'un l'autre, destinés à élargir le dialogue quand les circonstances politiques l'exigent :

- une Conférence post-ministérielle vraiment engagée au sein de l'ANASE;
- une forme de dialogue entre les cinq puissances en Asie du Sud;
- un mécanisme officiel en Asie du Nord-Est concernant la péninsule coréenne et assurant le cadre nécessaire à un partenariat Russie-Pacifique.

Même si la conjoncture se prête à un élargissement du dialogue intergouvernemental, il y a place de toute évidence pour une importante contribution de l'extérieur du gouvernement. Certains ont proposé un programme à deux volets englobant toute la région. Ce serait une contribution concrète et intellectuelle considérable, axée sur l'Asie du Nord-Est ou de plus grande envergure, que le Canada appuierait.

Les gouvernements se réunissent maintenant au niveau ministériel au sein de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE. Il importe de donner à ces discussions un programme plus spécifique. Les propositions faites par l'Australie à la dernière Conférence post-ministérielle offrent la possibilité de s'entendre sur la façon d'aborder les épineuses questions des mécanismes de confiance et de sécurité dans la région. Je souligne que ces approches pourraient aussi être utiles pour l'ensemble de la

région et pertinentes en dehors des frontières de l'Asie du Sud-Est.

Le Canada n'avance pas de préalables rigoureux pour la prochaine étape. Mais quatre grands principes s'appliquent pour l'avenir immédiat :

- Premièrement, la participation. Il ne peut y avoir d'intentions cachées. Tous les grands intervenants doivent participer, de même que ceux qui ont un enjeu économique important dans l'ensemble de la collectivité.
- Deuxièmement, tout nouveau cadre régional doit permettre la différenciation dans les sous-régions en raison de leurs approches différentes à l'égard de la sécurité.
- Troisièmement, un vaste cadre multilatéral au sein de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE, et peut-être de l'Organisation de coopération économique de l'Asie-Pacifique, doit mettre à profit - et non remplacer - les relations bilatérales qui sont indispensables à la naissance d'un sentiment de confiance dans la région.
- Quatrièmement, à mesure que l'édification des institutions appropriées avance au niveau gouvernemental, un modèle de coopération plus solide doit se développer au sein des autres milieux - notamment universitaires -, car beaucoup d'entre vous ont été à l'avant-scène du dialogue sur la sécurité en Asie-Pacifique. Vous devez continuer à exhorter les gouvernements à se pencher sur les difficiles questions régionales. Il faut que vous fassiez valoir vos idées dans les dossiers plus vastes de la stabilité mondiale et dans la façon dont la région peut apporter une contribution réelle à la paix dans le monde.

Avec le temps, nous croyons que l'Asie-Pacifique acquerra la stabilité et la confiance en elle-même qui lui permettront de jouer un rôle plus actif et plus efficace dans les affaires mondiales, un rôle à la mesure de sa force économique.

Aujourd'hui, l'Asie-Pacifique est la région la plus dynamique au monde. Elle est devenue un modèle pour les autres régions dans le domaine économique. Mais il lui reste à réaliser son potentiel de coopération en matière de sécurité. Une Asie-Pacifique tournée vers l'extérieur et confiante a beaucoup à offrir dans la gestion des affaires mondiales.

Les liens qui unissent le Canada à l'Asie-Pacifique sont forts. Depuis de nombreuses années, notre commerce avec les pays du Pacifique surpasse celui que nous faisons avec l'Europe. Cinquante pour cent des nouveaux Canadiens viennent de l'Asie, et

le chinois est maintenant la troisième langue la plus parlée au Canada.

Nous prenons au sérieux nos responsabilités de partenaire régional, et nous sommes prêts à partager nos connaissances et notre expérience. Nous continuerons d'appuyer les initiatives par lesquelles le Canada et les Canadiens participent de près à l'élaboration de nouveaux cadres de coopération en Asie-Pacifique.

Lorsque j'ai parlé il y a quelques semaines du «siècle du Pacifique», j'ai insisté sur la confiance qu'a le Canada dans les approches multilatérales à l'égard de la paix et de la sécurité, et sur sa volonté de concrétiser cette confiance par des engagements considérables de ressources humaines et financières. Permettez-moi de réitérer cet engagement aujourd'hui.

En sa qualité de pays du Pacifique, le Canada fera partie du siècle du Pacifique.